

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (1983)

Heft: 671

Artikel: Publicité et politique

Autor: L.B.

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1024777>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 671 10 février 1983
Vingtième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 55 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021/22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
François Brutsch
André Gavillet
Yvette Jaggi
Charles-F. Pochon
Victor Ruffy

Point de vue:
Jeanlouis Cornuz

671

Domaine public

Publicité et politique

Sympathique, cette certitude de Willi Ritschard, encore répétée l'autre jour à la radio alémanique, que le peuple suisse comprend ses efforts pour assainir les finances fédérales. Sympathique, mais sans plus.

On comprend à vrai dire que le chef du Département des finances cherche du réconfort ailleurs qu'au Parlement: sous la Coupole, rien ne lui est épargné.

Economies, économies: un seul leitmotiv dans les rangs bourgeois hypnotisés par la «santé» du ménage fédéral. Et de sabrer dans la politique sociale; tout y passe: assurance maladie, assurance chômage, «épargne» sur le compte AVS, en tout quelque cinq milliards d'amputations ces dernières années comme vient de le calculer l'Union syndicale suisse. Et lorsque Willi Ritschard se présente avec des propositions de ressources nouvelles qui pourraient tempérer ce climat de déflation sociale, inacceptable pour la gauche, elles sont systématiquement combattues, rejetées par ces mêmes majorités qui réclament l'équilibre financier.

Tenaille imparable: le radical Chevallaz lui-même n'avait pas pu réunir les appuis nécessaires pour s'en sortir. Ritschard, lui, trouve des raisons de ne pas désespérer dans la bonne volonté populaire. Au risque de lui enlever ses dernières illusions, mettons quelques points sur les «i».

En réalité s'il y a un débat qui ne semble pas avoir de prise réelle sur l'opinion publique, c'est bien ce serpent de mer des finances fédérales. Que ne fait-on pourtant pas avaler aux assurés par exemple sous le prétexte des caisses vides! Il y aurait là matière à réfléchir concrètement aux choix à faire, aux priorités collectives, à donner de la voix en tout cas, histoire de montrer au moins qu'on n'est pas dupé. Mais non, pas de riposte sérieuse.

Réussite de slogans piégés — moins d'Etat pour davantage de privatisation — sur fond de désintérêt pour la chose publique? Il y a certainement de cela, combiné avec le repli sur le chacun pour soi que favorise la crise. Mais le débat sur l'impôt sur les intérêts des placements fiduciaires vient de révéler une autre dimension de la passivité générale. Rien de nouveau sur la scène parlementaire: ce n'est pas là qu'il faut chercher des révélations sur l'art d'éviter les débats de fond. Le scénario est désormais bien réglé. Paralysie organisée au service d'une résistance acharnée à tout changement. Les députés conservateurs n'ont pu que confirmer une fois de plus, à travers leurs petites combines, les idées toutes faites sur le thème: de toute façon, ils font ce qu'ils veulent. Pas plus grave que d'habitude.

La nouveauté: l'engagement des banques, cette fois concernées il faut le dire au premier chef, et surtout la forme de cet engagement. Un travail de professionnel des relations publiques, recettes commerciales appliquées sans autre à un enjeu de politique générale. Et dès l'abord une contradiction incontournable: se borner à «vendre» une image de marque bancaire, avec ce que cela suppose de subversion publicitaire, n'est pas compatible avec un débat démocratique fondé sur une certaine transparence des données de base. Et l'on a vu en effet les banques faire scientifiquement l'impasse sur le débat précis pour marteler des idées simplistes, calculées sur mesure, mises en circulation à point nommé pour court-circuiter la réflexion, dans le genre: on va tuer la poule aux œufs d'or, etc. Avec les moyens et les relais qu'on leur connaît dans les médias.

Des citoyens ramenés à leur plus simple expression de clients à séduire: à ce jeu-là, la gauche a été en effet battue, mais la droite n'a été que l'instrument d'une campagne publicitaire. Degré zéro du fonctionnement de la démocratie. Willi Ritschard n'est pas au bout de ses peines.

L. B.